

Messages préliminaires du MSC pour la réunion virtuelle du GROUPE CONSULTATIF ET DU BUREAU SUR LE VIRUS COVID-19
19 mars 2020

Points sur l'impact de la crise du coronavirus sur la sécurité alimentaire et la nutrition :

- Merci à la présidence et au secrétariat du CSA d'avoir organisé cette téléconférence ; merci également au Groupe d'experts de haut niveau pour sa Note et ses Recommandations; le MSC a tenu des consultations ces derniers jours et nous avons plusieurs points clés à formuler qui s'appuient sur les recommandations rédigées par le Groupe d'experts de haut niveau ;
- La crise du coronavirus nous montre l'importance de la santé en tant que bien public et la pertinence exceptionnelle d'un secteur public et de politiques publiques qui peuvent garantir efficacement le droit à la santé en général et en particulier en cas d'urgence. La mise en place et le renforcement des systèmes de santé publique doivent devenir une priorité pour tous les pays, même après la fin de la crise. En ces temps d'urgence, la plupart des gens comprennent la nécessité et la pertinence d'une approche fondée sur les droits humains. L'alimentation et la santé ne sont pas seulement des produits de base ou des sources profits financiers.
- Dans cette crise et dans toute autre crise, la priorité doit être donnée aux personnes. Les producteurs d'aliments et les travailleurs de la santé comptent désormais parmi les acteurs les plus importants pour faire face à cette crise. Les petits producteurs alimentaires du monde entier sont ceux qui assurent en ce moment même la résilience de leurs communautés et de leurs pays. Ils sont également parmi les plus exposés et les plus touchés par la crise.
- Les femmes portent une grande partie des luttes contre la crise dans le secteur de la santé, dans les systèmes alimentaires, fournissant très souvent des soins non rémunérés, dans toutes les dimensions où les sociétés et les communautés résistent à cette crise mondiale. Le respect et la protection des droits des femmes doivent être au centre de toute réponse efficace à la crise.
- Étant donné l'immense contribution à l'alimentation des populations et leur exposition en première ligne de la pandémie de coronavirus, les politiques publiques doivent maintenant se concentrer sur le soutien aux petits exploitants agricoles familiaux, aux peuples autochtones, aux éleveurs, aux femmes, aux jeunes, aux pêcheurs, ainsi qu'aux consommateurs et aux citoyens précaires pour lutter contre les conséquences de la crise.
- Ces politiques et actions publiques doivent être très concrètes pour chacune des circonscriptions touchées : pour les travailleurs du secteur alimentaire et agricole, cela signifie garantir l'accès aux soins de santé, l'accès à l'eau potable et à l'eau pour l'assainissement, assurer le paiement des congés de maladie et la mise à disposition de financements d'urgence pour soutenir les revenus et l'emploi, et l'arrêt de mesures telles que les saisies immobilières, la vente aux enchères de maisons, les coupures d'eau et d'électricité dues à l'endettement des ménages, en particulier dans les zones rurales.
- Nous rappelons que parmi les personnes les plus touchées et les plus vulnérables dans le monde entier figurent les personnes âgées, les migrants, les réfugiés et toutes les personnes vivant dans des situations de conflits et des crises prolongées. Ils sont confrontés à un avenir catastrophique. Ils doivent être au centre de l'attention mondiale et d'une réponse politique efficace.
- Les plus touchés seront les plus pauvres. Nous nous faisons l'écho des préoccupations exprimées par la FAO et d'autres organisations, concernant les pays en développement qui sont confrontés à des obstacles particulièrement problématiques, ils ont besoin d'un soutien pour répondre aux besoins des systèmes sanitaires et alimentaires. La solidarité sur le terrain et l'action de soutien entre les gouvernements seront essentielles pour nous aider tous à surmonter cette crise.
- Dans cette pandémie, nous pouvons en apprendre beaucoup sur les énormes vulnérabilités et risques que comportent les systèmes industriels mondialisés, y compris les systèmes alimentaires mondialisés lorsqu'ils sont soumis à un stress. Les soi-disant gains d'efficacité maximisent maintenant la catastrophe. La crise va susciter une prise de conscience beaucoup plus profonde du risque de la mondialisation en termes de dépendance exagérée à l'égard des médicaments, des aliments

industriels et d'autres biens essentiels qui sont produits dans d'autres parties du monde parce qu'ils semblaient être moins chers. Ces gains de la mondialisation pour certains peuvent se transformer en coûts élevés pour le public. Il est essentiel de prendre conscience des défaillances structurelles de nos systèmes mondialisés et organisés par et pour les seuls secteurs commerciaux, y compris les systèmes alimentaires. Nous ne saurions trop insister sur le fait que les systèmes alimentaires doivent être transformés.

- Conformément aux recommandations du Groupe d'experts de haut niveau, le MSC compile des témoignages d'actions de solidarité dans le monde entier où les paysans et les petits exploitants agricoles empêchent la spéculation sur les prix des denrées alimentaires et distribuent des semences, où les consommateurs et les communautés collaborent étroitement pour garantir que tout le monde ait suffisamment de nourriture grâce à des circuits courts, où les gens aident leurs parents et leurs voisins à obtenir une alimentation saine et adaptée.
- Ce type de solidarité profonde au sein des communautés et des sociétés, dans et entre les pays et les régions, est ce dont nous avons besoin en ce moment et dans un avenir proche.
- Le CSA a élaboré des directives et des recommandations politiques qui sont d'une pertinence exceptionnelle dans cette situation. Elles mettent en avant des politiques publiques axées sur les petits exploitants qui reconnaissent le rôle fondamental des paysans et des petits exploitants agricoles ainsi que des peuples indigènes dans le renforcement de la résilience de leurs communautés, territoires et pays. L'essence de notre message est que la relocalisation des systèmes alimentaires et le soutien public aux marchés territoriaux sont désormais fondamentaux pour renforcer la résilience dans des circonstances dramatiques.
- Nous pensons que ces éléments doivent figurer parmi les messages clés de la déclaration de la présidence du CSA sur la pandémie et de l'appel à des politiques efficaces pour empêcher que cette crise ne génère encore plus de faim, de malnutrition, de pauvreté, d'inégalité et de conflits.
- Ces réflexions préliminaires ne sont que quelques-unes de celles que nous avons recueillies au sein du groupe consultatif du MSC ces deux derniers jours. Nous y contribuerons par un document plus exhaustif, à destination d'un groupe plus large de groupes de travail et de secteurs sociaux du MSC dans la semaine à venir.

Nous aimerions maintenant ajouter un point sur les implications sur les processus du CSA :

- Nous sommes convaincus que cette situation amènera le CSA à revoir son calendrier, à ralentir et à replanifier ses réunions et ses processus cette année.
- La participation physique des délégations et leur interaction présentielle dans des discussions transparentes et collectives sont essentielles. Les contributions écrites ou les réunions virtuelles peuvent jouer un rôle supplémentaire mais ne peuvent remplacer les réunions ouvertes et le dialogue interactif.
- En ce sens, nous demandons instamment au Bureau du CSA d'envisager de revoir le calendrier du CSA dans le contexte de cette crise pandémique.

Enfin, en ce qui concerne le **Sommet sur les systèmes alimentaires**, le MSC souhaiterait obtenir davantage d'informations sur la préparation de la réunion avec l'envoyée spéciale à ce Sommet sur les systèmes alimentaires, annoncée par la présidence du CSA et qui doit se tenir le 31 mars. Le MSC se réjouit de pouvoir discuter à cette occasion de nos préoccupations liées au Sommet sur les systèmes alimentaires.

En prévision de cette discussion, nous appelons les gouvernements des pays à s'engager auprès des groupes les plus touchés par la faim et la crise climatique, à envisager un format véritablement démocratique, transparent et transformateur pour un sommet de l'ONU qui puisse nous rapprocher de la réalisation de l'ODD #2, étant donné que la faim et la malnutrition sont désormais aggravées par la pandémie du virus COVID-19.